

Tissemsilt

SIX ENFANTS MEURENT NOYÉS DANS UNE MARE D'EAU P. 3

ETS GUETTAF
Distributeur agréé KIA
15, Bd Froment Coste - Bel-Air - Oran
041.45.80.54 - 041.45.79.57
& 070.31.74.27

Promotion de fin d'année
REMISE
allant jusqu'à **200.000 DA**
Bonne année 2008



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Coopération

L'OTAN PROPOSE À L'ALGÉRIE UN PROGRAMME À LA CARTE P. 5

De notre envoyée spéciale à Bruxelles: Ghania Oukazi



Ph.: B. H. Karim

Nationale Une
**Cinq équipes
en danger** P. 17

Elle sera soumise
prochainement
aux pouvoirs publics



Ph.: Arch.

**LES MAGISTRATS
PRÉPARENT
UNE PLATE-FORME
DE REVENDICATIONS**

P. 2



Ph.: AFP

Coopération

L'OTAN propose à l'Algérie un programme à la carte

De notre envoyée spéciale
à Bruxelles: **Ghania Oukazi**

À u ministère des Affaires étrangères, on l'appelle «programme individuel de travail». Et on préfère simplifier voire minimiser les choses en précisant que «ce n'est pas nouveau, c'est une feuille de route par laquelle on formalise notre coopération avec l'OTAN depuis que l'Algérie a accepté de dialoguer» avec cette organisation. «C'est donc depuis 2000 qu'Alger a été admise parmi ce que l'Alliance identifie comme les pays du dialogue méditerranéen (DM) qui en comptait déjà depuis son lancement en 1994, 6 autres de la rive sud à savoir le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie, l'Égypte la Jordanie et Israël. Au MAE, on refuse même de parler de négociation à propos du programme en question «parce qu'on ne négocie rien du tout, ce sont des activités très techniques». C'est en fait des programmes classiques qui sont «servis» à ces pays même si à l'OTAN, l'on se targue de les proposer «à la carte». Il est question dans ce contexte de collaborer avec «les Alliés» en matière de lutte antiterroriste, contre le trafic de drogue et le crime organisé. Bien qu'à Alger, on affirme «qu'on n'a même pas commencé à en discuter (sur le programme)», il est déjà de notoriété publique que les autorités collaborent étroitement avec l'OTAN notamment pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme et précisément en mer. Il y a longtemps que l'Algérie a donné son accord officiel pour participer dans l'opération «Active Endeavour» que l'Alliance monte en méditerranée avec la participation active du Maroc et d'Israël. «Nous avons arrêté près de 100 000 navires pour les fouiller», affirment des responsables au quartier général de l'OTAN à Bruxelles. «Si nous travaillons ensemble, c'est parce qu'il y a le terrorisme dans vos pays et dans nos pays, il y a donc une interdépendance de la sécurité, la vôtre et la nôtre qui nécessite une collaboration étroite entre nous», nous dit-on au quartier général. Le programme individuel de travail comporte un certain nombre d'activités dans le domaine militaire et d'intervention en cas de catastrophes naturelles. On préfère parler beaucoup plus de formation, de stage de perfectionnement, d'échanges d'expertise sans trop insister sur les exercices ou manoeuvres militaires en mer même s'ils existent. A l'OTAN, on appelle cette coopération «l'interopérabilité.»

L'OTAN, ISRAËL OU LA NORMALISATION SOURNOISE AVEC LES ARABES

Le secrétaire général délégué à l'OTAN, l'ambassadeur Claudio Bisogniero, a affirmé qu'en matière de coopération militaire «il y a eu, à partir de 2004, une progression spectaculaire avec les pays du dialogue et ceux de l'initiative d'Istanbul». Au déjeuner du vendredi, l'Algérie a été représentée par son ambassadeur à Bruxelles, Halim Benattallah. Alors que les autres pays - excepté la Tunisie qui a eu son secrétaire d'Etat aux affaires étrangères - ont été représentés par leur MAE. L'absence de celui algérien, Mourad Medelci a été justifiée par le fait qu'il participait au sommet Afrique-Europe qui s'est ouvert à Lisbonne le même jour. Les pays du dialogue ne sont pas les seuls à avoir été conviés vendredi au déjeuner du secrétaire général de l'OTAN. Jaap De Hoop Sheffer en compagnie des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Alliance aura aussi eu à sa table les MAE de quatre pays du Golfe. Il s'agit de Koweït, Bahreïn, Qatar et les Emirats arabes unis qui pour leur part sont inclus dans l'agenda de l'OTAN sous le titre «initiative de coopération d'Istanbul» (ICI). Mis à part l'intitulé, rien ne diffère de ce qui leur est proposé par rapport à ce qui l'est aux pays du dialogue. L'OTAN affirme mettre à la disposition de tous une panoplie de plus de 600 activités «qu'ils choisiront se-

L'Algérie négocie avec l'Organisation atlantique nord (OTAN) un programme de coopération individualisé, une sorte de feuille de route, disent les spécialistes, qui formalise tout ce qu'elle entreprend comme activités avec l'Alliance.

lon leur besoin et leurs intérêts». Son SG délégué rappelle les principes de base de cette coopération, la non discrimination, l'autodifférenciation, la coresponsabilité et enfin la complémentarité. L'Égypte et Israël ont déjà signé des programmes de coopération individualisés. Il faut croire que l'un des objectifs de l'OTAN est de «normaliser» d'une manière sournoise les relations entre Arabes et Israéliens. Elle doit déjà se frotter les mains pour les avoir mis côte à côte à tous les niveaux sans aucune contrepartie de paix pour le moyen Orient. Le SG délégué à l'OTAN, l'ambassadeur Claudio Bisogniero a réitéré le refus de l'Alliance d'intervenir au Moyen-Orient au nom du sacrosaint principe qu'elle dit mettre en avant, celui de «la préservation de la paix» à travers le monde. «Nous ne le ferons que si les trois s'y sont respectés à savoir si les parties concernées nous le demandent, si au sein de l'Alliance, il y a consensus et enfin s'il y a une résolution des Nations Unies», a-t-il répondu. Dernière délégation que l'Alliance prévoit de recevoir avant les fêtes de fin d'année, celle de parlementaires algériens. «Nous avons reçu plus de 10 000 représentants de vos différents pays», a déclaré sur un ton arrogant, un de ses représentants aux journalistes des pays du Dialogue et de ceux de l'ICI pour montrer qu'aucun de ces pays ne refuse le rapprochement avec cette organisation.

DES FORMULES À 3 MILLIONS D'EUROS

L'essentiel pour «les Alliés», c'est que ces pays admettent qu'il est nécessaire de se mettre à leur disposition pour toute initiative liée à la lutte antiterroriste et plus. Le «plus» c'est la problématique en vogue ici à l'OTAN qui est celle relative à la sécurité énergétique. L'idée de la Russie soutenue par l'Algérie et le Qatar de créer une OPEP du gaz ne sera jamais du goût des Occidentaux. Tout le monde la contrecarre à sa manière. Le porte-parole de l'OTAN, James Appathurai, l'explique à sa façon. «S'il y a une valeur ajoutée de l'OTAN en matière de sécurité énergétique, c'est à travers l'idée qui a été lancée à Riga en 2006, qui est celle de protéger les tankers sur les océans ou les gazoducs par des opérations qu'on effectuera en mer», a-t-il dit.

L'OTAN propose d'autres formules de coopération entre autres des programmes de déminage de mines antipersonnel avec à la clef une cartographie des lieux à déminer. La Jordanie est le premier pays arabe qui a adhéré à l'idée. Il lui est proposé une formule à... 3 millions d'euros. La Mauritanie en négocie une en même temps que l'Égypte pour déminer le Sinaï.

Avant ce déjeuner de travail, le secrétaire général de l'OTAN a réuni les MAE des 26 pays membres avec en main un ordre du jour comportant deux points : l'Afghanistan et le Kosovo. L'OTAN, faut-il le rappeler, fait de l'Afghanistan sa priorité essentielle comme a eu à l'affirmer son SG depuis Riga en Lettonie où s'est tenu les 28 et 29 novembre 2006 le sommet des chefs d'Etat. C'est aussi à Riga que l'Alliance a inscrit la lutte antiterroriste en haut du document qu'elle a appelé «Directive politique globale». Celle-ci définit en fait «pour les dix prochaines années et au-delà, les priorités applicables à l'ensemble des questions de capacités, disciplines de planification et activités de renseignement de l'Alliance». On relève dans ce semblant de charte que «dans un avenir prévisible, le terrorisme international, la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, l'instabilité due aux Etats faillis ou en déliquescence, les crises régionales, le

détournement des nouvelles technologies et la perturbation des approvisionnements en ressources essentielles constitueront les principales menaces pour l'Alliance».

En 2006, l'OTAN était déjà engagée dans des opérations diverses entre autres en Afghanistan où elle se trouvait sous l'appellation de «Force internationale d'assistance à la sécurité». Elle activait aussi et en même temps «en force au Kosovo» (KFOR), en méditerranée par l'opération «Active Endeavour», à Sarajevo, «en mission de formation en Irak» en plus du soutien qu'elle dit apporter à la mission de l'Union africaine au Soudan.

DISCOURS «DÉMODÉ» CONTRE COOPÉRATION «ACTIVE»

De l'avis d'observateurs, c'est sur pression des Etats-Unis que l'OTAN a décidé de «s'investir» totalement en Afghanistan. En fait, il est loin de parler de paix et de stabilité auxquelles elle prétend contribuer en raison de la tournure dramatique qu'ont pris les événements en Afghanistan depuis que ses pays membres se sont pliés aux exigences des Etats-Unis qui ont tenu à rentrer en guerre contre les Talibans. En effet, après d'intenses tractations entre les chefs d'Etat, en présence de Bush qui participait au sommet de Riga, les «Alliés» ont signé leur déclaration de guerre contre «les insurgés» comme on les appelle au quartier général à Bruxelles. C'est ce qui devait être, avaient-ils dit «l'offensive du printemps». Offensive par laquelle l'Amérique de Bush avait pensé exterminer les Talibans. Il n'en a rien été. Bien au contraire, la force de l'OTAN en Afghanistan subit depuis, d'importantes pertes humaines. Pis encore, de nombreux civils sont tués chaque jour sans qu'aucun des «Alliés» ne s'en émeuve. C'est pour avoir très mal apprécié les choses dans cette région que l'OTAN se voit aujourd'hui de faire le point sur ce qui n'a pas marché et sans doute réviser sa stratégie «d'attaque» ainsi que sa politique et requalifier les moyens qu'elle a mis en oeuvre à cet effet. «Nous allons voir comment renforcer la coordination entre l'aspect militaire et l'aspect civil, mais d'abord entre celui militaire lui-même parce qu'il n'est pas coordonné comme il se doit», a déclaré mardi dernier James Appathurai, le porte-parole de l'OTAN aux journalistes des pays du DM et de l'ICI. «La police a besoin d'aide pour lutter contre la corruption et le trafic de drogue», a-t-il précisé. L'OTAN s'est fixée dans cette région, les mêmes objectifs que ceux de Bush depuis les attentats du 11 septembre. La directive politique globale montre en tout cas qu'ils s'entremêlent profondément. A part cette coïncidence de visées stratégiques, à l'OTAN on considère que présenter les Etats-Unis comme «le gendarme du monde ou colonisateur», est «un discours démodé, qui énerve, il n'y a que les pays arabes et musulmans qui le tiennent encore, ceux de l'Amérique Latine l'ont totalement dépassé». On explique que «beaucoup d'entre les pays arabes ont d'importantes relations en matière de défense avec les Etats-Unis mais ils refusent de le reconnaître publiquement». Mieux et plus encore, l'OTAN dit refuser de s'attarder sur une définition à donner au terrorisme. «Nous ne nous arrêtons pas à cela, à la limite, on pense que la définition du terrorisme relèverait de la théologie, nous, on préfère travailler sur la réalité», a déclaré le SG délégué de l'OTAN.

En ce vendredi pluvieux à Bruxelles, les «Alliés» devaient débattre des objectifs qu'ils devront se fixer en prévision de la tenue du sommet de leurs chefs d'Etat prévu en avril 2008 à Bucarest, en Roumanie.

Bouclier anti-missiles, Kosovo et élargissement de l'alliance Divergences entre la Russie et l'OTAN

La réunion du Conseil OTAN-Russie s'est terminée, hier, à Bruxelles en queue de poisson, en raison des profondes divergences qui continuent de diviser les deux parties à propos du Traité des forces conventionnelles en Europe (FCE), du statut final du Kosovo et de l'élargissement de l'Alliance vers l'Est.

Le ton, hier à Bruxelles, n'était pas à l'optimisme, même si le porte-parole de l'OTAN et le ministre des Affaires étrangères russe ont voulu, par l'emploi de termes apaisants, qu'il le soit. La réunion du Conseil OTAN-Russie qui a suivi celle des ministres des Affaires étrangères (MAE) des pays membres de l'Alliance, n'a pas débouché sur quelque chose de rassurant pour le monde entier. Le porte-parole de l'Alliance a déclaré, hier, que «la rhétorique de Moscou n'a pas été bien reçue par beaucoup de membres des Alliés mais nous continuerons à discuter ensemble pour trouver des solutions à nos problèmes». C'est le retrait de la Russie du Traité des forces conventionnelles en Europe (FCE) qui met très mal à l'aise l'Alliance dans toute sa composante.

Pour la précision, Moscou a fait part de sa décision de se retirer du traité en question et qu'elle la rendra effective, le 12 décembre prochain. Décision qui est loin de plaire aux Alliés qui continuent, pourtant, à soutenir dans leur grande majorité les Etats-Unis. Ces derniers ont déjà, rappelle le ministre russe, un bouclier anti-missiles en Europe et sont partenaires dans un autre avec l'OTAN alors qu'ils veulent en avoir un troisième dans cette même région. De la sorte, les Etats-Unis avec ou sans l'OTAN, la différence est presque nulle, auront cerner le monde en l'ayant sous leur oeil totalement et tout le temps. Et c'est justement ce qui pousse la Russie à vouloir se retirer du Traité des forces conventionnelles en Europe. Son MAE a déclaré, hier, dans un point de presse qu'il a animé juste à la fin des travaux du conseil qui réunit son pays et l'Alliance que «nous n'avons pas eu d'accord sur certains points mais nous pensons que les divergences entre nous peuvent être surmontées par un dialogue franc et sur la base d'un respect mutuel». Voilà pour l'optimisme. Le ministre a, cependant, fait savoir que «la Russie ne comprend pas vraiment dans quel sens se transforme l'Alliance, comment veut-elle s'inscrire dans le sens des décisions des Nations-Unies? Ni comment elle entend l'élargissement qui va vers l'Est, alors qu'on ne veut pas que l'héritage du passé devienne une réalité». Le MAE russe a ainsi reconvoqué l'historique qui veut que Moscou n'admettra jamais son émiettement après la chute du bloc de l'Est et sa disparition en tant qu'Union soviétique.

Au quartier général de l'OTAN, l'atmosphère rappelle, à des degrés moindres bien sûr, ce que retient l'histoire de cette période et surtout de celle de la guerre froide. Une période que la Russie refuse d'entrevoir -elle y perçoit de grands indices- à travers les ambitions d'élargissement de l'Alliance vers les pays qui lui ont été retirés sous les effets des «complots ourdis des Occidentaux». Pays qui s'apprennent à adhérer ou à devenir des partenaires à part entière de l'OTAN.

Moscou refuse, par ailleurs, ce que les Alliés prévoient pour le Kosovo à savoir l'indépendance sans accord préalable entre Belgrade et Pristina. «Ceux qui veulent l'indépendance du Kosovo veulent en faire un précédent grave dont les conséquences seront dramatiques pour le monde entier», a-t-il déclaré. Il estime que «les Occidentaux s'aventurent ainsi sur un terrain glissant sans en évaluer les conséquences qui sont imprévisibles et il n'y aura pas de stabilité dans la région». Il appelle ceux «qui bloquent les négociations de laisser les parties en conflit discuter entre elles pour arriver à une solution consensuelle». Pour ce qui est de l'Iran -encore une divergence de taille avec les Alliés- la Russie se déclare confiante dans ce que fait l'AIEA et dans ce qu'elle dit à propos du manque de preuves de la détention par l'Iran d'armes nucléaires. Elle tient à ce que l'agence d'El-Baradei continue de travailler sans être perturbée. Le ministre russe a, d'autre part, évoqué la rencontre des Palestiniens et des Israéliens à Annapolis. Il a fait savoir que Moscou est prête à en accueillir une deuxième, du même genre, pour aider à trouver une solution au conflit israélo-arabe et permettre aux Palestiniens de créer leur Etat d'ici à la fin 2008 «comme cela a été dit aux Etats-Unis». Après le ministre russe, ce fut à la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice d'animer une conférence de presse «expéditive», au cours de laquelle elle a confirmé les divergences avec la Russie mais en atténuant l'importance. **G.O.**